

ANALYSE 2009

Dépenser moins d'énergie : un défi de tout les instants pour les personnes précarisées



*Publié avec le soutien du service de l'éducation permanente de la
Communauté française*

Dépenser moins d'énergie : un défi de tous les instants pour les personnes précarisées

Introduction

Du point de vue environnemental, la crise économique pourrait être vue comme une aubaine. La nécessité de diminuer la consommation dans la plupart des secteurs de la vie économique et de rationaliser les dépenses tant au niveau de l'Etat que des entreprises et des ménages entraîne une réduction de l'impact de l'intense activité humaine sur l'environnement. Mais du point de vue des personnes vivant en situation de pauvreté, cette même crise s'apparente plutôt à une catastrophe... Les emplois, souvent précaires, sont en danger ; les budgets alloués aux politiques sociales d'aides et d'allocations, déjà maigres, risquent la remise en question ; pourtant, les factures d'électricité et/ou de gaz sont toujours bien à payer à la fin de chaque mois, engloutissant souvent plus de 10% du budget des ménages à plus bas revenus (contre 3% des ménages aisés).

La crise économique et financière pousse aujourd'hui une part toujours plus grande de la population à faire des choix énergétiques permettant de diminuer le montant de la facture mais, dans le cas des plus pauvres, ces « choix » se présentent de plus en plus comme une contrainte incontournable. Pax Christi s'est interrogée sur la façon dont, en cette période actuelle de crises – économique et environnementale-, les populations précarisées vivent la question de l'accès à l'énergie et en a parlé à un groupe de ATD-Quart Monde, ainsi qu'à divers intervenants du monde associatif et politique.

Mille et un petits tuyaux

Si la question de la diminution de la consommation énergétique est également à l'ordre du jour actuellement à cause de la crise environnementale dans laquelle nous nous trouvons plongés, elle occupe les personnes précarisées depuis de très nombreuses années et ce, non pas pour des raisons de protection de l'environnement mais pour des raisons économiques. Quand la partie du budget familial alloué aux dépenses énergétiques en vient à rogner sur les autres dépenses vitales (alimentation, soins de santé de base, etc.), on n'a en effet d'autre issue que de chercher à limiter la dépense par tous les moyens. Et ceci même s'il est évident que face à des murs non isolés ou des fenêtres à simple vitrage qu'on n'a pas les moyens de changer, on ne pourra que « limiter les dégâts ».

Qui, en Belgique, imaginerait de passer un hiver sans chauffage ? Ou d'être contraint d'acheter un bidon d'essence pour économiser sur l'électricité ? Ce ne sont pourtant pas des situations rares parmi les personnes vivant dans la grande précarité. Les factures de gaz et d'électricité ne cessent d'augmenter et le fonctionnement des services « clients » des fournisseurs de se complexifier. Face à la libéralisation du secteur de l'énergie, à la crise économique et financière, aux services sociaux dépassés par le nombre de demandes, les personnes précarisées se retrouvent souvent abandonnées à leur propre sort face à ce que l'on peut qualifier de « défi énergie ». Le tout dans des logements en grande partie inadaptés énergétiquement, voire tout à fait délabrés.

Deux constats principaux - et reliés - apparaissent lorsqu'on envisage cette question avec un public précarisé : d'abord, l'information sur les moyens de diminuer la facture circule très mal, et donc, en conséquence, la débrouille est de mise. Chacun trouve de petits trucs, en parle, écoute, observe ce que d'autres font et qui semble mener à une réduction de la facture

en fin de mois. Cela mène certaines personnes à adopter des règles simples dans leur logement, telles que de mettre des couvercles sur les casseroles, de n'allumer qu'un radiateur par pièce, d'aérer les chambres pour faire circuler l'air, etc. Ces habitudes économes leurs permettent de dépenser parfois jusqu'à 200€ de moins par an, ce qui constitue une très sérieuse diminution du budget « énergie ». Comme l'a souligné Thibaut de Menten¹, membre du réseau wallon d'accès durable à l'énergie (RWADE) : « la classe moyenne connaît les petits gestes utiles, les pauvres les appliquent. » Ce sont bien entendu les motivations économiques qui sont au premier plan. Mais certains soulignent aussi que « en plus, c'est bon pour la planète ». D'autres personnes apprennent au détour d'une conversation ou d'une visite au Foyer communal qu'il est possible d'obtenir de la laine de verre gratuitement pour isoler son toit, ou de faire pression sur son propriétaire pour qu'il engage des travaux d'isolation en bénéficiant de primes et autres types de soutien. Force est de constater que, malgré les séances d'informations organisées par les CPAS, associations d'accompagnement, maisons de quartiers et autres, beaucoup de personnes précarisées ne sont pas au courant des solutions existant, ou même des petits gestes utiles.

« On n'y comprend rien »

Qu'observent ceux qui travaillent quotidiennement avec un public précarisé ?

Tout d'abord, une grande fragilité. Ces personnes sont dans un système qu'elles ont du mal à comprendre. Dans le secteur de l'énergie, la situation s'est particulièrement empirée depuis la libéralisation, par laquelle le rapport au fournisseur a changé : d'utilisateur, on est devenu client... Le rapport au propriétaire est également problématique. Les contrats de bail sont souvent très courts, de façon à permettre au propriétaire de se débarrasser facilement d'un locataire encombrant. Première conséquence : un grand sentiment d'instabilité est créé pour les personnes vivant dans ces conditions. Deuxième conséquence : les locataires n'ont aucun intérêt à transformer leur logement pour qu'il corresponde à des normes énergétiques plus durables, ni même à insister pour que ces travaux aient lieu.

Les factures de gaz et d'électricité placent aussi les pauvres dans une situation de grande fragilité. L'obligation de payer des factures intermédiaires qui ne correspondent pas à la dépense sont problématiques : soit le montant est trop élevé et difficile à déboursier chaque mois (même en sachant qu'un remboursement aura lieu à la fin de la période), soit le montant est plus bas que la dépense réelle et la facture de régularisation à la fin de période est un surcoût difficilement gérable.

Enfin, le système des compteurs à budget est, de l'avis de la grande majorité des acteurs sociaux, une catastrophe. Les personnes à qui l'on impose ce système se retrouvent dans une situation où ils ne peuvent plus consommer de l'énergie en fonction du besoin mais en fonction de leurs moyens financiers. Pas d'argent pour recharger la carte, pas de chauffage. Ce système implique que la charge de la consommation énergétique n'est pas répartie sur toute l'année, contrairement à ce qui est permis à tous les autres utilisateurs, mais est concentrée sur les mois de plus grande utilisation. L'hiver est donc doublement difficile à traverser et ces utilisateurs sont coincés dans des consommations coûteuses et des contrats qui ne leur laissent qu'une très faible marge de manœuvre.

L'accès à l'énergie : un question de dignité humaine

Se chauffer, avoir accès à de l'eau chaude sont des facteurs indispensables à une vie digne et décente. Or on constate aujourd'hui que les personnes aux revenus les plus bas habitent le

¹ Intervention à l'occasion d'une conférence-débat au Salon Valériane en septembre 2009.

plus souvent, faute de moyens, dans des logements « passoires énergétiques » où la consommation énergétique est largement supérieure à la moyenne. Au même titre que le droit au logement, il serait cohérent d'insérer le droit à l'énergie dans la Constitution. Ce changement permettrait de disposer d'une base légale sur laquelle construire les nécessaires améliorations au système actuel qui place les personnes précarisées dans une situation souvent inacceptable.

Au-delà des progrès énormes à faire en termes de décisions politiques en faveur des plus pauvres (à commencer par la rénovation des immeubles sociaux et leur isolation), une grande demande existe pour que les solutions facilement accessibles soient mieux transmises. Le manque d'information sur les possibilités qui existent de faire des économies est frappant. Un bon exemple en termes de transmission de l'information est la formation « en chaîne » : des personnes précarisées sont formées aux petits gestes indispensables et sont chargées de transmettre ces conseils à d'autres groupes. En outre, le fait de se réunir et, à cette occasion, de partager de nouveaux savoirs, permet de répondre à toute une série d'autres besoins, par exemple de lien social.

Laure Malchair,
Chargée de projets à
Pax Christi Wallonie-Bruxelles,
Octobre 2009